14 novembre : Les salarié-es agissent ensemble dans toute l'Europe !

Nous n'avons pas à payer leur crise !

lundi 5 novembre 2012, par Union syndicale Solidaires (Date de rédaction antérieure : 2 novembre 2012).

L'état actuel du système capitaliste, ce qu'on appelle « la crise », conduit l'immense majorité de la population vers toujours plus de pauvreté, de précarité, d'exploitation. C'est paradoxal, car les richesses produites ne cessent d'augmenter ; mais elles sont réparties de façon de plus en plus inégalitaire.

La « crise » marque l'échec absolu de l'idéologie néolibérale et des politiques qui visent à confier au marché le sort de l'humanité

Tous nos gouvernants étaient des adorateurs béats de la libre concurrence ; ils n'ont pas hésité à se transformer en apôtres de l'intervention de l'Etat … pour sauver des intérêts privés suivant le précepte bien connu : "socialiser les pertes et privatiser les profits". Des milliers de milliards d'argent public, notre argent, ont été déversés pour sauver les banques et les actionnaires, alors qu'il est « impossible » de trouver le moindre sou pour répondre aux besoins sociaux.

Patrons et gouvernements continuent à s'attaquer aux droits sociaux des salarié-es, notamment en matière de protection sociale ou de droit du travail

Leur objectif est de faire payer la crise du système capitaliste aux salarié-es en prônant dans chaque pays « l'unité nationale » pour essayer de faire passer la pilule. Les patrons et les actionnaires se sont gavés de dividendes, de cadeaux fiscaux de toutes sortes, de rémunérations démentielles avec, à la clef, des fortunes qui dépassent l'entendement. C'est à eux de payer leur crise. A nous de leur imposer nos exigences sociales. Plus que jamais, la mobilisation des salarié-es est à l'ordre du jour !

Le chômage augmente, précarité et flexibilité se généralisent, les services publics disparaissent, la pauvreté s'accroît

Patronat, banquiers et actionnaires imposent leur loi : celle du profit pour une minorité, celle de l'austérité pour les travailleurs et les travailleuses. Selon les pays, les gouvernements anticipent activement cette politique ou l'accompagnent ; aucun ne s'y oppose. Les institutions capitalistes internationales (Banque Centrale Européenne, Banque mondiale, Fonds Monétaire International, Commission Européenne, etc.) jouent leur rôle au service des plus riches, pillant sans vergogne la population.

Salarié-es en activité, au chômage, en retraite, en formation, nous sommes tous concerné-es
Nous manifestons le 14 novembre !

Le mouvement syndical doit agir à travers les frontières pour imposer un autre système que celui qui exploite les travailleurs/ses, pille les pays du sud, organise la famine d'une partie de la planète, … Le 14 novembre, la Confédération Européenne des Syndicats appelle à une journée d'action et de solidarité contre l'austérité, sous formes de grèves, de manifestations, de rassemblements,…

Solidaires soutient cette initiative car nous avons besoin d'actions convergentes au plan européen ; mais nous disons aussi notre désaccord avec certaines positions développées dans l'appel de la C.E.S., notamment le soutien aux Traités européens dont nous considérons qu'ils sont, non pas des garde-fous, mais bien des outils pour organiser l'austérité et la politique pro-patronale que nous combattons.

Licenciements, précarité, suppressions d'emplois publics, flexibilité, … D'autres solutions sont possibles !

La journée européenne du 14 novembre s'inscrit dans notre réalité quotidienne. En participant massivement aux manifestations interprofessionnelles organisées partout en France, en agissant de manière coordonnée en Europe, nous affirmons notre solidarité, mais surtout nous continuons à défendre nos intérêts face aux prétentions et appétits patronaux.

14 novembre, grèves nationales interprofessionnelles en Grèce, en Espagne, au Portugal, à Chypre, à Malte …
En France, seule l'Union syndicale Solidaires a proposé un appel à la grève

Les organisations membres du réseau européen des syndicats alternatifs et de base (l'Union syndicale Solidaires mais aussi la CGT et la Confederacion Intersindical en Espagne, CUB et USI en Italie, le réseau TIE en Allemagne, SUD en Suisse, etc.) soutiennent les grèves et manifestations du 14 novembre. Une journée de grève nationale interprofessionnelle est décidée au Portugal, en Espagne, en Grèce, à Chypre, à Malte. En France, une rencontre intersyndicale s'est tenue le 26 octobre ; seule l'Union syndicale Solidaires a proposé un appel à la grève. L'accord s'est fait sur un appel national à organiser des manifestations.

Agir ensemble dans toute l'Europe, le 14 novembre !
Débattre et décider ensemble des suites, en se réunissant dans chaque entreprise, chaque service, chaque ville !

Dans plusieurs pays européens, les manifestations seront accompagnées de grèves sectorielles. En France, des rencontres intersyndicales se tiennent dans les prochains jours, mais le refus des autres organisations interprofessionnelles de l'appel à la grève que nous proposions laisse peu de marge pour organiser une grève d'ampleur. Pour autant, des mobilisations existent dans diverses branches professionnelles ; l'Union syndicale Solidaires considère qu'il est dommage de ne pas les faire converger le 14 novembre, mais elles demeurent un point d'appui pour la suite.

L'Union syndicale Solidaires appelle à manifester le 14 novembre !

A Paris, rendez-vous à 14 heures à Montparnasse, place du 18 juin

Agissons ensemble partout en Europe pour mieux défendre nos intérêts et nos revendications, pour résister à la casse sociale et imposer d'autres choix et d'autres solutions que leur « crise ». Imposons une autre redistribution des richesses !

L’appel national unitaire CGT, CFDT, FSU, Solidaires, UNSA

Les organisations syndicales françaises CFDT, CGT, FSU, Solidaires, UNSA s’inscrivent avec l’ensemble du syndicalisme européen dans la journée d’action et de solidarité de la Confédération européenne des syndicats le 14 novembre 2012 pour la l’emploi et la solidarité en Europe. Elles expriment leur ferme opposition aux mesures d’austérité qui font plonger l’Europe dans la stagnation économique, voire la récession. Ces mesures, loin de rétablir la confiance ne font qu’aggraver les déséquilibres et créer des injustices. Elles mettent à mal le modèle social européen mis en cause par la concurrence et parfois le dumping dans les domaines de la fiscalité, du coût du travail et des conditions sociales.

En France c’est un nombre de chômeurs qui ne cesse de croître depuis 17 mois avec une hausse record en septembre. Les plans de licenciement se multiplient. La précarité s’accroît, des millions de salariés n’accèdent à l’emploi qu’en CDD pour des durées de plus en plus courtes. 11 millions de personnes sont touchées par l’exclusion ou la pauvreté dont de nombreux retraités. Les salaires dans le privé et le public stagnent.

Les traitements de choc infligés aux travailleurs notamment en Grèce, en Espagne et au Portugal, montrent l’impasse de politiques qui conduisent à la destruction des droits sociaux. La cohésion sociale, les services publics, le dialogue social et le respect des valeurs garanties par la Charte des droits fondamentaux sont mis en cause. Cette situation est insupportable et menace la construction européenne elle-même. En s’amplifiant, la crise économique et sociale accroît fortement les inégalités entre les travailleurs européens et met en cause les droits de tous.

L’Europe doit bâtir ses politiques sur la solidarité et garantir les moyens du progrès social. La journée de mobilisation du 14 novembre permettra aux travailleurs de toute l’Europe d’agir, ensemble et solidairement, pour des conditions de travail et de vie décentes. Cela implique :

* une véritable coordination des politiques économiques et des mesures de solidarité concrètes avec les pays les plus en difficulté en intégrant systématiquement la dimension sociale aux décisions européennes ;

* la négociation d’un « Contrat social » revendiqué par la CES au niveau européen, incluant des mesures mettant fin à la concurrence sociale entre les Etats, en instaurant des standards sociaux européens, en particulier un salaire minimum dans chaque pays ;

* des mesures de relance au plan européen afin de renouer avec une croissance durable et favoriser l’emploi.

Les organisations syndicales CFDT, CGT, FSU, Solidaires, UNSA décident de faire du 14 novembre une grande journée de mobilisation interprofessionnelle rassemblant les salariés du privé et du public, les retraités et les chômeurs pour manifester leur volonté de voir apporter des réponses concrètes aux difficultés que vivent tous les travailleurs en France et en Europe, en solidarité avec les travailleurs espagnols, portugais et grecs. Elles appellent partout en France à manifester selon des modalités permettant la participation la plus large.

2 novembre 2012

Tract Solidaires